

# Les vicissitudes du développement

Jean-Pierre Dozon

---

La fin de la guerre froide et l'avènement du néolibéralisme, dont l'*imperium* paraît devoir s'étendre aux confins de la planète, ont eu pour conséquence de dissiper un ensemble de notions, à forte charge performative, qui avait animé l'époque de l'après-guerre et marqué le tournant des décolonisations.

C'est ce qui est advenu à la notion de tiers-monde inventée dans les années 1950 (rendue caduque par la disparition des deux blocs et par la montée en puissance de certains pays du sud-est asiatique ou d'Amérique latine, auparavant inclus dans cet ensemble) et à ce qu'elle impliquait en termes de mouvements et d'alternatives politiques<sup>1</sup>.

Mais, avec elle, c'est également un large éventail de doctrines politico-économiques qui semblent ne plus être de mise, même si ce que l'on nomme « mouvements altermondialistes » peuvent aujourd'hui apparaître comme leurs justes héritiers.

## Premières voies : industrialisation et planification

---

Parle-t-on encore aujourd'hui d'industrialisation ou de planification ? Ces mots paraissent surannés lorsqu'ils s'appliquent aux pays du Nord : ils renvoient à des processus, des politiques ou des systèmes qui, avec plus ou moins de bonheur, ont marqué leur histoire et soumis leur présent à l'imprécision et à l'incertitude de l'après (ce que suggèrent des formules comme post-industriel, postcommuniste et ou encore postmoderne). Mais ces mots relèvent bien davantage de l'ordre du lapsus ou de l'acte manqué quand ils s'appliquent aux pays du Sud où ils ne semblent plus être d'actualité alors même qu'ils furent largement utilisés pendant toute une période sans avoir pourtant eu les effets escomptés. Un large pan du vocabulaire – dont les mots développement et sous-

---

*1. Souvenons-nous par exemple du mouvement des non-alignés né de la Conférence de Bandung en 1955, ou de celui de la Tricontinentale où l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine étaient réputées pouvoir faire front commun contre les puissances du Nord.*

développement ainsi que ce qu'ils ont pu comprendre comme modèles socio-économiques et comme controverses théoriques ou idéologiques – semble ainsi réévalué.

Pensons par exemple au fameux ouvrage de Rostow : **Les étapes de la croissance économique**<sup>2</sup> (paru juste au tournant des indépendances africaines), archétype d'une pensée libérale qui ne proposait d'autre modèle de développement au tiers-monde que celui prétendument suivi par l'Occident depuis la Renaissance, notamment au travers de son « décollage » capitaliste, ou au modèle un peu moins simpliste de François Perroux<sup>3</sup>, qui prônait pour les jeunes nations une planification cohérente à partir de pôles de développement (en général d'industrialisation), destinés à avoir des effets d'entraînement sur le reste de leur économie. Enfin, ayant sans doute davantage marqué leur époque et conservé un peu de postérité, les théories critiques, d'inspiration marxiste, qui expliquaient le sous-développement du tiers-monde et des jeunes nations comme la contrepartie du développement en Occident, qui, après trois siècles de traites négrières et une période plus courte de conquêtes coloniales destinées à capter matières premières et nouveaux marchés, poursuivait sa lancée impérialiste par le contrôle des monopoles et des grandes places financières. Les jeunes nations se devaient donc de rompre résolument avec ces rapports de domination et de dépendance si elles ne voulaient pas que leur sous-développement (c'est-à-dire une structuration de leur économie commandée presque exclusivement par des intérêts extérieurs et des échanges inégaux) ne s'accroisse. Telles étaient les thèses de Samir Amin<sup>4</sup>, d'André Gunder-Frank<sup>5</sup> ou d'Arghiri Emmanuel<sup>6</sup>, qui proposaient pour le tiers-monde l'avènement d'une véritable indépendance par la mise en œuvre d'un développement autocentré à base socialiste appuyé par de fortes interrelations économiques et commerciales et l'organisation d'ensembles régionaux.

Une abondante littérature fut donc consacrée au développement et au sous-développement. Mais, au-delà de leurs antagonismes, deux points communs unissaient toutes les thèses :

- la croyance en un développement possible pour les pays du tiers-monde
- l'idée que l'industrialisation et la planification apparaissaient comme les meilleures solutions pour sortir du sous-développement, ce qui impliquait un rôle majeur de l'État.

Toutes choses qui ne relevaient pas uniquement de l'ordre théorique ou discursif, mais qui prirent corps dans des pratiques effectives, spécialement en Afrique à partir des années 1950 et, surtout, durant les deux décennies qui suivirent les indépendances.

**Un large pan  
du vocabulaire  
semble ainsi  
réévalué.**

**Une abondante  
littérature  
fut donc  
consacrée au  
développement  
et au sous-  
développement.**

---

2. Walt Whitman Rostow, *Les étapes de la croissance économique : un manifeste non-communiste*, Paris, Seuil, 1963.

3. François Perroux, *L'économie des jeunes nations*, Paris, PUF, T.1, 1962.

4. Samir Amin, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Ifan-Anthropos, 1970.

5. André Emmanuel, *L'échange Inégal*, Paris, Maspéro, 1970.

6. Arghiri Gunder-Frank, *Le développement du sous-développement : l'Amérique Latine*, Paris, Maspéro, 1969.

## Quelles alternatives au développement économique ?

---

Pendant ces trente années, qui correspondent du reste à nos Trente Glorieuses et, plus généralement, à une forte croissance mondiale, de nombreux pays du tiers-monde furent le théâtre de vastes opérations de développement (financées par l'aide bilatérale et multilatérale), le plus souvent dans le domaine agricole afin de diversifier ou de rationaliser la production par de nouvelles variétés ou techniques de cultures (développement par exemple de la riziculture irriguée, du coton, introduction du machinisme agricole), mais aussi dans certains secteurs industriels (complexes hydrauliques, agro-industries, etc.), ou encore dans l'éducation avec des projets singulièrement ambitieux comme celui de la télévision éducative au Niger et en Côte-d'Ivoire. Bien qu'elles fussent fréquemment suscitées de l'extérieur, et parfois sujettes à caution, ces opérations n'en permettaient pas moins d'étayer un certain type de planification et, surtout, de faire des États les lieux à partir desquels s'organisait la vie socio-économique et se créaient quantité d'emplois. C'est ainsi que nombre de gouvernements africains, n'ayant pas nécessairement choisi la voie socialiste (mais bien souvent sous le contrôle de partis uniques) purent créer de grandes sociétés d'État qui, tout en bénéficiant de fonds extérieurs importants, avaient pour vocation non seulement de développer telle(s) ou telle production(s), le plus souvent agricole(s), mais aussi d'aménager une région et de construire tout un ensemble d'infrastructures au travers d'opérations dites de « développement intégré ».

Du même coup, une économie, une géographie et une socio-anthropologie du développement purent prendre leur essor, lesquelles s'appuyaient moins sur des considérations théoriques que sur des observations de terrain et des analyses d'opérations particulières qui prenaient la mesure des transformations en cours dans divers domaines (régimes fonciers, systèmes de production, structures sociales). Nombre de ces analyses, constatant l'échec ou la faible réussite de nombreuses opérations au regard des objectifs fixés, furent critiques et stigmatisèrent le faible intérêt et les connaissances parfois restreintes de la réalité complexe où les projets devaient s'appliquer. Le milieu des « développeurs » fut donc amené à prendre davantage en compte le point de vue des sciences sociales et à s'assurer la collaboration de géographes, de sociologues ou d'économistes avant et durant la mise en œuvre d'une opération.

Il y eut cependant, et ce dès les années 1960, des critiques plus radicales, parmi lesquelles celles de René Dumont<sup>7</sup>, qui consistaient à dire que les programmes de développement étaient trop coûteux,

**Faire des États  
les lieux à  
partir desquels  
s'organise  
la vie socio-  
économique.**

---

7. René Dumont, *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Seuil, 1962.

trop techniques, trop à l'avantage des États et de leurs agents, et qu'ils mettaient en péril les sociétés paysannes qu'il fallait au contraire préserver de toute mainmise extérieure<sup>8</sup>. Sur un ton prophétique, elles dénonçaient une volonté de modernisation tous azimuts qui, en obligeant les sociétés à produire pour le monde des villes et le marché mondial (cultures d'exportation), déstructurait irrévocablement les modes de subsistance traditionnels et conduisait ces pays à des catastrophes. L'idée utopique d'une pluralité de développements endogènes ayant vocation à revivifier les paysanneries, à donner à celles-ci les moyens de faire renaître ou de mettre en première ligne leurs antiques savoirs et savoir-faire en matière d'agriculture, de pêche, d'artisanat ou autre fut proposée comme alternative. Cela allait de pair avec le souci écologique d'une gestion prudente des ressources et des milieux.

Très minoritaires dans les années 1960, ces conceptions antiproductivistes d'un développement endogène ou d'un écodéveloppement eurent, deux décennies plus tard, une postérité encore plus radicale en proposant rien moins qu'un arrêt de tout développement ou, plus justement, de toute opération modifiant les modes de production et les formes de vie des populations du tiers-monde. Ayant souvent abouti à des échecs, et parfois à des situations pires qu'à l'origine, alors même qu'il se voulait autocentré et à l'écoute des sociétés paysannes, le développement apparut alors comme une obsession économiste imposée par l'Occident<sup>9</sup>. L'idée d'un « antidéveloppement », c'est-à-dire d'un refus systématique de tout mode d'intervention sur les logiques propres à ces sociétés, fit ainsi son chemin. Elle le fit en manifestant un intérêt appuyé pour le secteur informel des pays du Sud et pour les pratiques populaires de débrouillardise. Elle survenait par ailleurs en une période d'affirmation du néolibéralisme et des programmes d'ajustement structurel qui mettaient directement en cause les politiques de développement menées jusqu'alors.

En stigmatisant précisément le *mal governo* des pays du Sud – c'est-à-dire leur gabegie et leur corruption (ce qui pouvait revenir également à une autocritique implicite) – les organisations internationales de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale) et les grandes puissances cessèrent de concevoir le développement de ces pays comme de nature exclusivement économique. En préconisant moins d'État ainsi qu'une décentralisation susceptible d'amener des formes d'autonomie locale et des pratiques de bonne gouvernance (projets communautaires plus modestes soutenus par des organisations non-gouvernementales), elles ne furent pas loin de rejoindre, au moins sous certains aspects, les positions de ceux qui, trois décennies plus tôt, dénonçaient un développement conduisant à la déstructuration des sociétés paysannes au profit des États.

**L'idée utopique  
d'une  
pluralité de  
développements  
endogènes  
comme  
alternative.**

**Secteur  
informel et  
pratiques  
populaires de  
débrouillardise.**

---

8. Jean Coussy, « Les métamorphoses récentes du discours utopique sur les relations Nord-Sud », Revue Tiers-Monde, T. XIX, n° 75, juillet-septembre 1978, pp. 601-624.

9. Cf. par exemple Gilbert Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses Universitaires de Sciences-Po, 1996.

Ces conceptions ne sont pas sans résonance aujourd'hui avec la réduction de l'aide publique au développement et le laisser-faire prôné par les partisans de l'antidéveloppement qui jugent toute intervention extérieure ou étatique néfaste aux initiatives des populations.

**Le laisser-faire  
prôné par  
les partisans  
de l'anti-  
développement.**

## **Vers un « développement humain » ?**

Alors qu'elles rompaient avec les politiques de développement initiées auparavant, organisations internationales et grandes puissances se donnèrent vite comme nouvel objectif, à la fois plus modeste et plus dramatique, de lutter contre la pauvreté qui n'avait cessé de s'aggraver depuis vingt ans. De la même manière, nombre d'organisations humanitaires du Nord, loin de toute ambition de développement, ont désormais en charge l'existence – c'est-à-dire le simple recouvrement des besoins élémentaires – d'un nombre grandissant de populations déplacées et réfugiées, et cela tout particulièrement en Afrique subsaharienne. La pauvreté et la multiplication des crises sociopolitiques dans cette région du monde, aggravées par les politiques néolibérales, posent de manière aiguë la question du développement et la nécessité de politiques publiques dans le domaine économique, mais peut-être surtout dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

**Lutter contre  
la pauvreté.**

À cet égard, si la lutte contre la pauvreté et les interventions humanitaires paraissent de plus en plus occuper le devant de la scène des relations Nord-Sud (et spécialement du Nord vis-à-vis de l'Afrique), les politiques néolibérales en vigueur ne semblent malgré tout pas s'en satisfaire en rejetant dans le même mouvement toute doctrine et toute action de développement. Au contraire, simultanément à leurs exigences de bonne gouvernance, elles préconisent depuis une dizaine d'années des modes de « développement humain », soit un ensemble d'actions volontaristes destinées à corriger les inégalités et les processus d'exclusion, à promouvoir la santé publique, à favoriser l'émancipation et la participation des femmes et à régénérer l'environnement. Toutes choses éminemment souhaitables (et qui devraient aussi valoir pour les grandes puissances), mais qui, à moins de ne pas véritablement y croire, exigent également du développement économique, des politiques publiques et des États dignes de ce nom pour les conduire.

**Un ensemble  
d'actions  
volontaristes  
qui exigent  
des politiques  
publiques  
et des États  
dignes  
de ce nom.**

**Jean-Pierre DOZON**

École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris

Dozon Jean-Pierre. (2005)

Les vicissitudes du développement

Notre Librairie, (157), 1-5.